



## **SOLIDARITÉ AVEC LES ÉTUDIANT·ES ET PERSONNELS DE L'UNIVERSITÉ DE BIRZEIT !**

**L**a Fédération CNT de l'Éducation condamne l'incursion israélienne qui a eu lieu ce mardi 6 janvier à l'Université de Birzeit. Cette offensive militaire a fait de nombreu·seuses blessé.e.s à balles réelles parmi les personnels et les étudiant·es présent·es sur place, sans parler des nombreux dégâts matériels. Cette invasion est intervenue notamment lors d'une mobilisation du syndicat étudiant contre la violence de l'armée coloniale et sa politique d'emprisonnement politique. Ce raid constitue une atteinte grave aux droits à l'éducation et une tentative d'intimidation et de répression inadmissible dans un lieu où doit pouvoir s'exercer la liberté de pensée et de conscience.

**N**ous exprimons toute notre solidarité aux étudiant·es et personnels de l'Université de Birzeit.

**N**ous dénonçons toutes les entraves au droit et à l'accès à l'éducation que subissent les Palestinien·nes depuis de longues années sous occupation militaire, ainsi que toutes les destructions d'établissements scolaires et universitaires notamment à Gaza.

**C**ette nouvelle incursion s'ajoute aux nombreuses attaques que subissent chaque jour les Palestinien·nes de Cisjordanie que ce soit de la part de l'armée israélienne ou de colons armés et déterminés. Depuis plusieurs mois, du Nord au Sud des territoires occupés, les Palestinien·nes

subissent chaque jours attaques, agressions et meurtres, raids, incursion, arrestations, confiscations de terre, démolitions et autres tentatives d'intimidations répétés en violation du droit international. Tout cela dans la plus grande impunité et la toute puissance du gouvernement d'extrême-droite de Netanyahu.

**C**ette politique répressive s'inscrit dans un projet plus global de criminalisation de toutes oppositions ou critiques de la politique israélienne. Il n'est aujourd'hui plus possible d'exprimer son désaccord, ou tout simplement des opinions, sans craindre une répression forte et partagée par une partie de la population.

**Y**ael Levkovitz enseignante à Tel Aviv en a d'ailleurs fait les frais dernièrement, en subissant un licenciement et un lynchage public pour « propos hostiles au gouvernement », suite à ses prises de positions et à sa contestation de la politique d'Israël dans la rue et sur les réseaux sociaux. Sa critique de la politique d'occupation, sa participation à des manifestations, et son indignation face aux nombreux morts à Gaza ont été dénoncées par des familles et rendues publiques alors que ses idées n'étaient exprimées qu'en dehors du cadre de l'école.

**A**rrestation arbitraires, interdictions de manifestations, suppressions de financements publics, criminalisation des discours d'oppositions sont autant de témoins

d'une volonté de faire taire toute résistance à la politique israélienne et les signes d'une dérive totalitaire. Toute tentative d'expression divergente, d'actions de solidarité ou de mouvements de contestation deviennent impossibles, en parallèle de l'occupation des territoires et du génocide en cours.

**E**n France, nous exprimons notre solidarité avec tou·tes les Palestiniens·nes et personnes solidaires victimes de la répression en raison de leur mobilisation ici pour la liberté du peuple palestinien et contre le génocide en cours. Nous condamnons toutes les procédures de conseils disciplinaires et poursuites judiciaires qui se multiplient contre des étudiant·es et personnels engagé·es dans cette mobilisation.

**L**e projet de loi Yadan qui vise à restreindre et condamner l'expression de tout soutien au peuple palestinien participe de cette dynamique. Nous appelons à rejoindre les initiatives contre ce projet de loi.

**N**otre Fédération défendra toujours l'expression et l'autodétermination des peuples et appelle chacun·e à soutenir et relayer les actions de solidarité et de Boycott à l'Université et ailleurs.

Communiqué de la FTE-CNT  
janvier 2026

LE MONDE ACADEMIQUE POUR LA PALESTINE :  
POUR UN BOYCOTT UNIVERSITAIRE D'ISRAËL

